



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241. 0494

LE 20 OCTOBRE 2003 N° 304

PRIX 0,60 Euros (4 F)



TRAVAILLEURS

NE NOUS LAISSONS PAS DIVISER

PAR LES DEMAGOGUES

DE TOUT POIL !

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Les Burkinabés indésirables

Page 6
Mali: Grève bien suivie dans la fonction publique

Page 7
Tchad: A qui profite la manne pétrolière ?

Page 8
De nouvelles lois contre les travailleurs immigrés

Page 10
Contre le port du voile à l'école

Page 12
La condition de la femme en Afrique

ABONNEMENT**FRANCE:**

1 an : 14 euros
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l**COTE D'IVOIRE**

**TRAVAILLEURS, NE NOUS
LAISSONS PAS DIVISER PAR
LES DÉMAGOGUES DE TOUT POIL!**

Plus d'un an après la rébellion du 19 septembre 2002 et neuf mois après les accords de Marcoussis qui avaient abouti à la mise sur pied d'un gouvernement de Réconciliation nationale, il est patent que la crise qui secoue la Côte d'Ivoire est loin d'être terminée. Animés par leurs intérêts de boutiques et leurs ambitions personnelles, chacun des clans qui se proclamait "réconcilié" avec les autres au sein d'un même gouvernement attendait la première occasion venue pour retourner la situation en sa faveur. Pendant qu'ils parlaient de faire la "paix" ils faisaient le contraire.

Le retrait des ministres des Forces Nouvelles du gouvernement, même à titre provisoire, marque peut-être une nouvelle étape dans l'aggravation de cette crise. Le langage guerrier et haineux fleurit de nouveau dans la presse des uns et des autres de même que dans la bouche des dirigeants du FPI et des Forces Nouvelles. A la déclaration de Soro disant : "En cas de guerre nous sommes prêts", Gbagbo répond : "Si vous voulez la guerre, je suis prêt aussi". Depuis, le président fait régulièrement venir des délégations régionales à son palais et exhorte ses partisans à être "imaginatifs" pour contrer la "rébellion", à renforcer leur vigilance. Dans un discours adressé aux Akyé, il n'a pas hésité à manier de la démagogie en leur disant en substance que leur forêt était en danger à cause de la convoitise des étrangers venant des pays voisins et voulant mettre la main sur les richesses de la Côte d'Ivoire. Il leur demande "de ne pas laisser tomber le bâton car le serpent n'est pas encore mort". De son côté, Soro a organisé une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes à Bouaké pour montrer sa force. Avec ses partisans "marcoussistes" il avait projeté de faire la même chose à Abidjan mais Gbagbo vient de la lui

interdire.

Les sbires de Gbagbo qui sont dans les groupes paramilitaires du GPP (Groupement des Patriotes pour la Paix) ou sous le commandement du "Général" Blé Goudé ou du "Maréchal" Eugène Djuhé, ont donné le ton en s'en prenant violemment (pour le moment localement) aux petits vendeurs de journaux qui ont commis le crime de vendre les journaux opposés à Gbagbo. Tels des chiens enragés, ils crient déjà qu'ils sont "prêts à attaquer". Leurs exactions sont couvertes par le pouvoir qui prétend qu'ils seraient "provoqués" ou que leurs manifestations seraient "infiltrées" par des malintentionnés des forces rebelles.

La plupart des commentateurs de la vie politique ne voient dans cette escalade qu'une simple "guerre diplomatique", qu'un simple "bluff" ou un jeu de "poker menteur" pour faire monter les enchères. Cela est possible mais ce que personne ne dit c'est que ces politiciens, dans leur partie de bras de fer à distance, sont de nouveau en train de souffler sur la braise qui peut à tout moment s'enflammer et entraîner le pays tout entier dans un nouveau cycle de violence. Ces gens-là, quel que soit leur camp politique, qu'ils soient du côté des forces "loyalistes" ou "rebelles" ou qu'ils naviguent entre les deux eaux, sont en train de nous préparer de nouveaux charniers, de nouveaux massacres, non contents de ce qu'ils ont déjà créé comme dégâts et haines aux quatre coins du pays.

Eux, les dirigeants politiques se moquent de la souffrance de la population qui est la première victime de leur volonté d'en découdre afin de faire main basse sur les ministères et les postes les plus lucratifs.

Voilà pourquoi, nous les travailleurs, nous les exploités,

nous aussi devons rester vigilants pour ne pas nous laisser entraîner dans leur piège. Ces politiciens veulent de nouveau se servir de nous, ils veulent que nous nous entre-tuions pour qu'eux puissent tirer les marrons du feu. Refusons d'être leur chair à canon. Disons-leur que nous en avons assez, que nous avons déjà assez payé de notre sang et de nos sueurs. Cette crise, ce sont nos parents les petits paysans, ce sont nous les travailleurs, les chômeurs, qui en souffrons le plus. Une grande partie des entreprises en ont profité pour licencier, pour aggraver nos conditions de travail, pour diminuer nos salaires. Les hôpitaux, les transports collectifs, les écoles publiques déjà en piteux état avant la crise, sont aujourd'hui à l'agonie de même que toutes les autres infrastructures utiles à la population. Nous souffrons déjà assez comme cela même avant la guerre pour que nous acceptions des souffrances supplémentaires. Nous avons nos propres revendications, nos propres intérêts à faire valoir y compris et surtout en ces temps de crise. Nous ne pouvons pas compter sur les dirigeants syndicaux des grandes centrales qui, loin de nous défendre, veulent au contraire nous diviser et nous entraîner derrière les va-t-en-guerre. Nous ne pouvons compter que sur nous mêmes pour défendre nos intérêts et pour améliorer notre quotidien. Et nous avons besoin d'être unis pour être forts et nous faire entendre par nos exploités. C'est pourquoi nous ne devons accepter en notre sein aucune division de nature ethnique, religieuse, régionale ou nationale. Nous devons au contraire répandre partout où nous pouvons l'idée de la fraternité de classe et de la communauté d'intérêts de tous les exploités sans distinction d'origine. Il y va de notre dignité et de notre salut commun.

COTE D'IVOIRE

DANS LA RÉGION DE L'OUEST LES BURKINABES INDÉSIRABLES DANS LEURS PLANTATIONS

La Côte d'Ivoire vit aujourd'hui une crise à plusieurs origines. Mais l'une des causes les plus importantes qui perdurent depuis des années c'est le conflit foncier. Depuis les années 90, avec

même région. Evidemment les deux communautés se suspectent, chacun accusant l'autre d'avoir commis des exactions sur les siens. En plus de ces meurtres, la communauté "autochtone" Guérés vient d'ajouter un autre point d'achoppement qui est le refus catégorique de voir le retour des Burkinabé dans leurs plantations. Il en est de même pour les "allogènes" Baoulés à qui il est interdit aussi le retour dans leurs plantations "avant la fin des conflits".



Manfestaion anti-étrangers
à Abidjan en 2001

un peu plus d'acuité, le conflit foncier s'est étalé un peu partout à travers le pays. Tantôt, c'est la chasse aux pêcheurs "Bosso" d'Ayamé, tantôt c'est la chasse aux planteurs Burkinabé de Tabou ou des régions de montagne. Aujourd'hui, ce problème épineux continue de résurgir. Malgré l'arrêt momentané des hostilités militaires sur le terrain, ces conflits ne cessent de faire des morts. Dans "Soir-Info" du 06 octobre dernier, on nous fait état de 17 Burkinabé tués dans la région de Gliglo-Duékoué et de nombreux disparus. Auparavant, c'est un autre quotidien, "Notre Voie" qui, de sont côté parlait de la mort de deux jeunes Guéré dans la

Dans toutes les régions de l'Ouest du pays où sont installés les Burkinabé, ils sont en bute à de telle exaction qu'aucun journal ne fait échos ou le font de temps en temps, comme si de rien n'était. Cela montre bien que même si cette guerre arrivait à prendre fin demain, la question de la terre restera toujours posée et les massacres continueront.

Aujourd'hui, les Guérés refusant l'accès des plantations aux Burkinabé et Baoulés, personne ne peut prédire la réaction de ces derniers. Et le pire est à craindre pour ces communautés qui ont toujours su vivre ensemble avant que les politiciens ne viennent envenimer leur cohabitation. Car en cas de nouveaux conflits, cela pourrait encore engendrer des morts inutiles. Quant au gouvernement ou aux dirigeants politiques, comme ils l'ont toujours fait, ce sera une occasion encore de faire de la démagogie, de la spéculation pour se maintenir ou arriver au pouvoir.

A PROPOS DES CASSES DE YOPOUGON

Dans la nuit du 9 puis durant la journée du 10 octobre dernier des bandes de surexcités se réclamant des "patriotes" ont mis à sac

quelques locaux de la SODECI (Société de distribution d'eau en Côte d'Ivoire), ainsi que quelques installations et matériels de CI-

Telcom, de la CIE (électricité), et de la société de mobile Orange. Tout cela s'est passé à Yopougon. Mais ce sont surtout la Sodeci et la CIE qui ont été les plus touchées. Plusieurs compteurs d'eau et d'électricité des maisons dans les quartiers populaires ont été cassés, privant de la sorte des milliers d'habitants de tout approvisionnement en eau potable ou en électricité.

Ces énergumènes, visiblement agissant sous la protection sinon la complicité tacite des dirigeants du FPI voulaient soi-disant protester contre le fait que selon eux les habitants de Bouaké, zone sous occupation des Forces nouvelles, ne payeraient ni l'eau ni l'électricité alors que ceux d'Abidjan les payent. A supposer que cela soit vrai, ce qui est loin d'être prouvé, pourquoi casser les installations utiles dans les quartiers populaires de Yopougon alors que logiquement on devrait exiger que les habitants de tous ces quartiers aient eux aussi accès

gratuitement à ces services. Mais visiblement là n'est pas le problème des ces bandes de para-militaires qui ont d'autres préoccupations n'ayant rien à voir avec les intérêts des petites gens. Que visaient-ils alors les commanditaires de cette opération de commandos? Faire pression sur les dirigeants français en s'en prenant aux intérêts de ces entreprises à capitaux français afin qu'ils accélèrent l'opération de désarmement des Forces Nouvelles ? Après avoir bégayé quelques jours, le gouvernement a fini par se démarquer de ces agissements en prétendant qu'ils étaient provoqués par les seuls éléments appartenant au GPP qu'il a ensuite dissous. Pourquoi seulement le GPP, alors que les mouvements de Blé Goudé et consorts y avaient participé aussi? Est-ce un signe de gage de bonne volonté en direction de la France? En tout cas, pour le moment ce sont les habitants des quartiers populaires qui font les frais des coupures d'eau.

COTE D'IVOIRE

PRÉTENDUE DISSOLUTION DU GPP UNE PROPAGANDE QUI NE COÛTE RIEN A PERSONNE !

Le gouvernement a profité des casses de CIE-SODECI pour faire porter le chapeau au seul GPP (le Groupement des patriotes pour la paix) et décréter la dissolution de cette milice.

Il sait bien que ce n'est pas par un décret ministériel que cette milice a vu le jour et ce n'est donc pas, non plus, par un décret bidon qu'il se dissoudra. D'ailleurs, le gouvernement, dans un passé récent, n'avait-il pas déjà interdit tout groupement de ce genre? Et chacun a pu se rendre compte que cette précédente mesure n'avait nullement empêché les GPP de tous genres à continuer d'exister? C'est dire que ce nouveau décret ministériel n'est au mieux qu'une épée dans l'eau et

reflète plutôt les contradictions qui existent au sein de ce gouvernement. Parce que, si Gbagbo et ses partisans du FPI veulent bien faire un semblant de concession vis-à-vis des forces rebelles, histoire de dire que "*nous avons démantelé nos milices, la balle est maintenant dans votre camp*", ils ne sont pas assez fous pour prendre des mesures contre leurs propres partisans.

Parce que le GPP n'est pas une organisation apparue spontanément. Tout le monde sait que des gradés des Fanci se cachent derrière. Qui sait, elle est peut-être même une création des dirigeants du FPI, et pourquoi pas, des gens proches de Simone Gbagbo et de Mamadou Coulibaly ?

M A L I**GRÈVE BIEN SUIVIE DANS
LA FONCTION PUBLIQUE**

Les 6 et 7 octobre dernier, les principaux services publics administratifs, à Bamako comme ceux de la province sont paralysés à la suite d'une grève de 48 heures largement suivie, lancée par l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM). Ce syndicat qui regroupe plusieurs, reproche à Amadou Toumani Touré (ATT) de ne pas tenir ses promesses électorales. Celui-ci, alors candidat avait promis, s'il était élu, une baisse significative des tarifs de l'eau, de l'électricité, du téléphone et des médicaments dits essentiels. L'UNTM dénonce aussi les "disparités" de rémunération dans la fonction publique et les "tracasseries administratives" dont sont victimes les transporteurs.

Cet avertissement au gouvernement intervient au moment où la population vit dans des conditions particulièrement difficiles. La crise qui sévit depuis plus d'un an en Côte d'Ivoire se fait sentir de plus en plus au Mali. D'un côté, à cause de la suspension des relations économiques

entre les deux pays, les produits de première nécessité sont devenus plus chers sur les marchés de Bamako et d'autres villes. De l'autre la privatisation de la compagnie nationale du coton a jeté à la rue, cette année, plus 600 travailleurs. Et quand on sait qu'en Afrique, un travailleur fait vivre plusieurs familles, ce licenciement ne peut être qu'un drame.

A cela il faut ajouter, en ce qui concerne les cultivateurs de coton, la diminution du prix de vente de leur produit : 180 F CFA par kg au lieu de 200 F CFA auparavant. La mauvaise pluviométrie de l'année dernière qui a fait chuter d'un tiers la production nationale n'a fait qu'enfoncer un peu plus les travailleurs de la terre dans la misère.

Les travailleurs de la fonction publique ont raison de participer largement à ces deux journées de grève. Si ceux d'autres secteurs suivent leur exemple, ce serait bien sûr une bonne chose.

S E N E G A L**L'EGLISE CATHOLIQUE
ET LA TRAITE NEGRIERE**

Début octobre, des évêques catholiques africains se sont rendus en pèlerinage à la maison des esclaves de l'île de Gorée près de Dakar au Sénégal. Ils ont organisé une cérémonie de repentance pour laver la responsabilité de l'église dans l'esclavage et celle des chefs traditionnels dans le commerce des êtres humains au profit des trafiquants. Ils ont aussi évoqué la "responsabilité de l'homme blanc".

Un des évêques a déclaré : "la

déconsidération et la méconnaissance de la dignité de l'homme ont amené nos ancêtres à vendre leurs frères et amènent encore tant d'Africains à trahir aujourd'hui leurs frères par cupidité, par appétit du pouvoir".

L'église ne reconnaît que du bout des lèvres le rôle qu'elle même a joué durant cette époque. Elle parle aujourd'hui de "la faute de ses fils". Le traitement de l'homme

noir codifié en 1685 ne reconnaissait pas leur appartenance à l'espèce humaine. A la fin du 15^{ème} siècle le partage de l'Afrique donnait déjà aux rois chrétiens (européens) "la mission d'évangéliser le continent". Par la suite les esclavagistes ont déporté des millions d'êtres humains et cet ignoble trafic a duré plusieurs siècles. Cela aussi a été fait avec l'assentiment voire la bénédiction de l'église au nom d'une soi-disant "mission civilisatrice". C'est ainsi que les captifs arrachés à leurs

terres africaines ont été exploités de force dans les champs d'Amérique ou des îles tropicales. D'autres ont été contraints d'accomplir des travaux de servitudes dans des conditions inhumaines.

Alors aujourd'hui des prêtres affirment avoir un peu honte. Ils se livrent à un tout petit peu d'autocritique. Est-ce pour mieux faire oublier leur complicité avec bien des dictatures actuelles ? Mais peut-être bien que dans un siècle ils s'en excuseront.

T C H A D

A QUI PROFITE LA MANNE PETROLIERE?

En grande pompe Idriss Déby a inauguré le 10 octobre dernier à Komé, l'exploitation du champ pétrolier de Doba au sud du Tchad, en ouvrant symboliquement les vannes de l'oléoduc long de plus de 1000 km reliant cette ville à Kribi au Cameroun.

En fait le pétrole est exploité déjà depuis juillet avec le départ d'un premier tanker chargé de 950 000 barils de brut en direction du marché international. La production actuellement de 100 000 barils par jour devrait passer bientôt à plus du double. Le bassin pétrolier de Doba est estimé à 900 millions de barils pour une exploitation s'étalant sur 25 ans. Ce pétrole rapportera entre 800 et 1000 millions de dollars de recettes par an, ce qui, du coup va doubler le budget de l'Etat..

En principe, selon un accord entre la banque mondiale, ExxonMobil, Chevron, l'Etat tchadien et une association des ONG, 80 % des recettes serviront à développer les services publics (santé, éducation, eau, électricité notamment); 10% seront déposées sur un compte bancaire à l'étranger pour les "générations futures" et 5% iront aux collectivités locales de la

région pétrolière.

Mais les dirigeants petits bourgeois des partis politiques dits de l'opposition ne sont pas satisfaits et dénoncent la gestion "clanique" de Déby. Avant même l'exploitation, celui-ci avait installé dans des postes-clé, là où doit circuler l'argent, des parents, des proches et amis pour la gestion de la manne pétrolière. Ces dirigeants se voient ainsi écartés de la future mangeoire pétrolière. Il n'y a pas longtemps, Déby avait reçu de la part de la banque mondiale qui pilote le projet pétrolier au Tchad des avances importantes. Une grande partie de cette somme avait servi à l'achat d'armes pour combattre la rébellion dans le Nord; l'autre partie, détournée, était allée dans la poche de Déby et de son "clan". Les dirigeants de l'opposition réclament donc leur part du gâteau.

Quant à la population, les petites indemnités accordées à certains paysans qui ont perdu maisons, champs ou concessions à cause de l'aménagement du site pétrolier de Komé n'ont évidemment rien changé à leur sort. La vie continue donc d'être dure pour eux et les travailleurs embauchés sur ce site.

T C H A D**L'INSÉCURITÉ CONTINUE DE SÉVIR**

Le corps d'un jeune homme poignardé de plusieurs coups de couteau a été découvert le matin du 4 octobre par des passants près d'un hôtel du quartier Moursal, à Ndjaména.

La victime, employé à Novotel, rentrait cette nuit-là, en compagnie d'autres travailleurs, dans un véhicule de transport quand des hommes armés, barrant la route, obligèrent le chauffeur à s'arrêter. Ils firent descendre tous les passagers qui reçurent l'ordre de continuer leur chemin à pied. Un des travailleurs qui se dirigeait vers Moursal, était tué peu après, sauvagement, à l'arme blanche.

La nuit du 15 octobre, dans un

autre quartier, un père de famille a failli perdre la vie. Une balle tirée par un sinistre individu qui s'est introduit dans sa concession s'est logée dans sa poitrine.

Depuis plusieurs mois il est imprudent de sortir la nuit à Ndjaména. La plupart des quartiers sont plongés dans le noir à cause des coupures intempestives d'électricité, ce qui favorise la prolifération de bandes armées qui n'hésitent pas à tuer pour s'approprier les biens d'autrui.

Les autorités tchadiennes sont plus préoccupées par le partage des retombées de la manne pétrolière plutôt que de s'occuper de la sécurité des populations.

**DES NOUVELLES LOIS CONTRE
LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS**

Ce 18 octobre a eu lieu à Paris une manifestation organisée par la Coordination nationale des Sans-papiers et des organisations politiques qui les soutiennent pour protester contre les lois Sarkozy. Justement cette manifestation se déroule à un moment où le Sénat est entrain de discuter sur les projets de loi Sarkozy que le Parlement a déjà adopté il y a quelques mois. Bien entendu ces lois que Sarkozy propose au Sénat, comme les précédentes sont toutes faites pour durcir encore davantage les conditions de vie révoltantes des immigrés sans-papiers.

Le but du gouvernement est d'accélérer l'expulsion légale des sans-papiers. Ainsi lors du premier trimestre 2003 il y a environ 900 étrangers qui ont été expulsés. Sarkozy pousse son cynisme à vouloir faire plus. D'ailleurs le 26

septembre dernier il a déclaré aux préfets : " vous devez, sans attendre la nouvelle loi, augmenter les reconduites. Des objectifs vous seront fixés, sachant que l'objectif national est de multiplier par deux à court terme le nombre de reconduites. ". Et pour accélérer la procédure d'expulsion les autorités ont ouvert des salles d'audience spéciales aménagées en zone d'attente à l'aéroport de Roissy. Cette procédure d'expulsion est tellement odieuse et inaccessible aux organismes humanitaires que le syndicat de la magistrature a protesté.

En plus le gouvernement, sous prétexte de lutter contre le travail au noir a voulu instituer la double peine. En effet jusqu'à présent lorsqu'un patron employait un travailleur sans le déclarer, c'était le patron qui était

légalement hors la loi et passible d'amende. Sarkozy a essayé de faire passer une loi condamnant le travailleur c'est-à-dire la victime à 3750 Euros et trois ans d'interdiction sur le territoire. Pour une fois le Sénat a rejeté cette proposition. Evidemment les autorités sauront faire autrement pour réprimer des travailleurs qui sont bien des fois obligés d'accepter du travail au noir pour survivre. Et souvent ce sont des immigrés clandestins qui sont les victimes du travail au noir.

D'autres mesures sont en cours de discussion et ont toutes les chances de se transformer en loi. Ainsi pour ceux qui sont en situation irrégulière et qui sont dans les zones d'attente la durée maximale de rétention est passée de 12 à 32 jours. Ensuite pour l'obtention de la carte de séjour valable 10 ans il faut au moins cinq ans de présence en France au lieu de trois actuellement. D'autre part pour les personnes qui veulent venir en France et voir des membres de la famille ou des amis, obtenir le visa n'est pas chose facile. L'attestation d'hébergement délivrée par la mairie sera soumise au bon vouloir de l'administration de la municipalité. Même si on doit payer 15 Euros pour faire la demande la mairie a le droit de refuser de délivrer l'attestation. Et puis si on a passé ce barrage, le touriste doit laisser ses empreintes

digitales à l'ambassade. Cela peut être exploitable par l'administration policière en France. Et ce n'est pas tout, ces touristes seront obligés de contracter une assurance pour couvrir les frais médicaux au cas où une fois en France ils ont des problèmes de santé durant leur séjour. Et ceci soi-disant pour ne pas ruiner la Sécurité Sociale française.

Ce sont donc là quelques exemples des mesures qui menacent et qui pèsent sur les travailleurs immigrés qui n'ont pas leurs cartes de séjour et qui le réclament bien fort. Ceux qui protestent contre ces mesures quand ils sont témoins de scènes d'expulsion sont vite réprimés. C'est le cas de Romain Binazon qui a été condamné à des amendes parce qu'il a été témoin et a osé protester lors de l'expulsion des sans-papiers par avion.

Toutes ces mesures contre les immigrés sont présentées au parlement ensuite au Sénat à quelques mois des prochaines élections régionales et européennes. Cela va certainement faire plaisir à l'électorat de l'extrême droite, et Sarkozy veut gagner du terrain sur celui Le Pen quitte à chercher des voix dans les poubelles.

Ce système est impitoyable à l'égard des plus défavorisés. Les travailleurs ont bien raison de protester.

CONTRE LE PORT DU VOILE DANS LES ECOLES, CONTRE L'OPPRESSION DE LA FEMME

Deux élèves d'un lycée d'Aubervilliers en banlieue parisienne ont récemment été exclues de leur établissement pour avoir refusé d'enlever le voile islamique dans les salles de classe. Cette décision est en train de susciter une discussion passionnée dans les milieux scolaires aussi bien enseignants qu'élèves ainsi que les associations de parents d'élèves. La presse s'en est saisie et c'est ainsi que le débat a fini par déborder le cadre scolaire.

Le port du voile à l'école par des filles mineures ne constitue pas une chose anodine. Certaines d'entre elles disent que c'est leur consentement. Mais même dans ce cas elles mettent des chaînes aux autres qui ne sont pas consentantes. Leur attitude pèse lourdement contre celles qui n'ont pas envie que les hommes (religieux ou traditionnels) leur imposent telle ou telle façon



Femmes maghrébines portant
le voile à domicile

de s'habiller. Celles qui portent le voile ne sont pas toujours conscientes qu'elles mettent le doigt dans un engrenage, qu'elles enclenchent un processus qui demain risque de broyer tout leur être et celui de tant d'autres en France ou ailleurs. La barbarie n'a pas de

frontière.

Les premières filles voilées faisaient leur apparition il y a peu de temps, à peine une dizaine d'années. Cela se passait en un premier temps dans et autour des cités des banlieues à forte immigration maghrébine. Très rapidement certaines écoles publiques se sont trouvées confrontées à ce que l'on peut appeler aujourd'hui un phénomène, malgré le fait que celles qui le portent sont encore une minorité. Confrontés à ce problème certains enseignants ayant à cœur leur vocation et leur conscience ont saisi les chefs d'établissements. Les autorités académiques ont été alertées et même le ministre de l'éducation nationale.

Les cités des banlieues sont de plus en plus laissées à l'abandon depuis que les pouvoirs publics ont décidé de diminuer leur contribution auprès des sociétés de HLM. Les immeubles et les espaces sont progressivement dégradés. Cette détérioration n'était pas que matérielle : les cages d'escaliers, les couloirs et les caves sont devenus des lieux où les trafics en tous genres, drogues y compris, ont proliféré. Les clans plus ou moins maffieux ont trouvé-là un terrain idéal pour proliférer, pour recruter parmi les jeunes, d'autant plus facilement que le chômage, le désœuvrement et le manque de perspective frappent impitoyablement les milieux défavorisés. C'est sans doute ce phénomène qui est désigné pudiquement sous le nom de "mal des banlieues".

Les jeunes qui roulent les mécaniques pour asseoir leur autorité auprès de leurs bandes ou pour impressionner les bandes rivales ne sont généralement pas animés de sentiments honorables. Le

machisme et la misogynie font partie des valeurs de ce milieu. Depuis que les éducateurs sociaux ont été retirés à cause du tarissement des crédits publics, ce sont les "imans des caves" qui ont rapidement pris la place laissée vacante. C'est sous cette double influence, celle du milieu et celle des imans que de nombreux jeunes ont fini par trouver une certaine approbation de leur comportement méprisant et autoritaire à l'égard des filles. Celles qui refusent d'obtempérer en ne portant pas le voile par exemple sont traitées de "mécréantes" ou de "putes". Ce n'est pas une question de religion; le combat contre les croyances religieuses se mènent pas ~~par des~~ discussions. Ce qui est choquant, ce qui est inacceptable c'est la misogynie. Le harcèlement et les insultes sont devenus le lot quotidien de celles qui osent refuser. Plusieurs cas de viols collectifs appelés "tournantes" ont été perpétrés par des bandes de jeunes dans les caves des immeubles. Il y a un an une jeune fille a été brûlée vive après avoir été aspergée d'essence par des jeunes de son âge dans un local vide ordures parce qu'elle opposait une résistance à son viol.

Dans les communautés d'origine africaine les filles n'échappent pas non plus à une certaine oppression même si les formes sont parfois différentes. Des cas de mariages arrangés pour ne pas dire forcés, par les parents directs ou indirects restés au village aux pays ont été portés à la connaissance de l'opinion publique grâce à la mobilisation d'un réseau relationnel ou la détermination d'associations de femmes militantes. C'est ainsi que certaines jeunes filles encore élèves dans des lycées en France ont réussi à échapper in extremis à celui qui leur a été choisi comme mari au pays lors de leur séjour là-bas en vacances. Certaines ont même dû porter plainte une fois de retour en France, contre les gens qui ont décidé de telles choses derrière leur dos.

Les travailleurs n'ont rien à gagner à accepter que les femmes soient opprimées. L'émancipation de la femme fait partie intégrante du programme des révolutionnaires socialistes. La société fraternelle qu'ils cherchent à bâtir sera une société de liberté c'est-à-dire débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression.

LA CONDITION DE LA FEMME EN AFRIQUE

Il faut d'autant plus combattre le voile et plus généralement l'oppression de la femme ici en France, que c'est relativement facile. Nous savons bien qu'en Afrique c'est beaucoup plus difficile. Là-bas les femmes ^{su-}



Amina Lawal
et son avocate

bissent les mariages forcés, la polygamie et bien d'autres formes d'oppression. Elles se heurtent aux secteurs religieux, aux traditions, aux parents, aux chefs de village etc.

Dans les villages africains la pratique de la polygamie n'est toujours pas interdite. Une fille même très jeune peut être soumise à la volonté de son père ou d'un oncle qui a le pouvoir de l'accorder comme épouse à qui il veut même à un vieillard. Ensuite le mari a tous les droits sur elle y compris celui de la répudier c'est-à-dire la jeter à la rue selon son bon vouloir. Les actes judiciaires et les divorces donnant droit à des compensations d'ordre matériel et à un partage équitable des biens n'existent pas.

Dans certains pays comme le Sénégal, mais aussi quelques autres, des femmes issues de milieux cultivés des grandes villes disent non à la situation réservée aux

femmes. Elles qui ont souffert dans leur chair et continuent de subir les séquelles des mutilations sexuelles se sont associées pour engager une lutte afin que leurs filles soient épargnées de ces pratiques rétrogrades. Elles combattent aussi la polygamie. La route fut longue, mais à force de persévérance et de courage leur mobilisation a fini par avoir quelques succès. Des lois condamnant certaines pratiques très rétrogrades ont fini par être adoptées par les députés. Leur application reste aléatoire vu que c'est de la tête aux pieds que l'appareil d'Etat, hauts fonctionnaires et hommes de loi réunis sont gangrenés par l'arriération même lorsqu'ils ont eu la chance d'aller à l'école et de ce fait de bénéficier d'un certain niveau d'éducation.

Les islamistes se sentent le vent en poupe. Le 12 avril dernier un "comité islamique pour la réforme du code de la famille du Sénégal" (Circofs) a remis au chef de l'Etat un projet de loi destiné à être présenté au parlement en remplacement des textes adoptés en 1972 sous Senghor. Il s'agissait en fait de faire adopter la charia c'est-à-dire des préceptes moyenâgeux qui déposséderaient les femmes du peu de droits qu'elles détiennent dans le système actuel. La charia est en vigueur au Nigéria dans les Etats du Nord qui ont basculé sous la coupe des islamistes. Pour un oui ou pour un non les femmes reçoivent des coups de fouet en toute légalité pour peu qu'on les soupçonne d'avoir enfreint les lois islamiques. Récemment une femme Amina Lawal a échappé de peu à la lapidation c'est-à-dire à recevoir des coups de pierre jusqu'à ce que mort s'en suive. Son crime était simplement d'avoir mis au monde un enfant hors mariage.

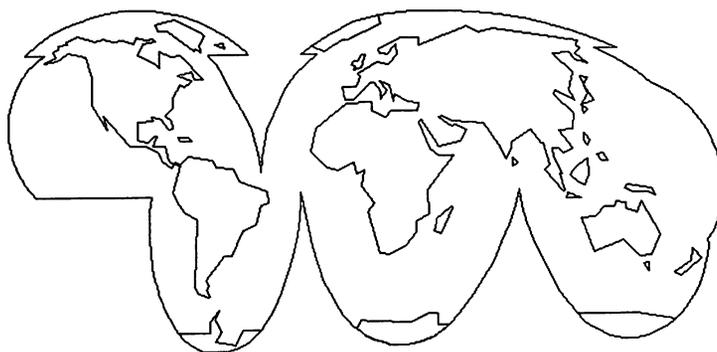
Peut-on parler aujourd'hui de

montée islamique dans toutes les régions subsahariennes? La question reste posée. Dans de nombreuses grandes villes du Mali, de la Mauritanie, du Niger la police officielle cède le centre ville aux barbus pour y interdire la circulation en vue de l'organisation de la prière chaque vendredi après-midi. Ces individus ne se contentent pas de réglementer le va-et-vient des véhicules; ils profitent de leurs prérogatives pour faire la chasse aux femmes en jupe ou en pantalon et à tout comportement qu'ils estiment nuisible au bon déroulement des prières. Pendant la période du ramadan c'est durant tout un mois que leur autorité réactionnaire s'exerce sur toute la société. Il arrive parfois que des confréries musulmanes plus ou moins concurrentes en viennent aux mains pour régler leurs différends. Les wahabia, une confrérie islamique

radicale, se sont opposés violemment aux imans "officiels" pour une histoire de construction d'une nouvelle mosquée jugée provocatrice par ces derniers, soucieux de protéger leur monopole sur les fidèles. Cela se passait il y a quelques mois à Nioro une localité située au Mali. Le résultat a été une dizaine de morts.

Pour les wahabia partisans d'un islam dur, le foulard est jugé insuffisant. Les femmes sont tenues de porter un vêtement noir qui les couvre de la tête aux pieds sans laisser apparaître une quelconque partie de leur corps même les doigts de pieds. Une sorte de grillage épais et contraignant leur masque même les yeux, leur permettant à peine de pouvoir éviter les obstacles pour ne pas tomber en marchant. C'est inacceptable. Il faut que ces pratiques cessent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.